

## LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE : DE LA MÉFIANCE MUTUELLE À LA FIN DES ANNÉES 70

Witold Zahorski

Towarzystwo Historyczno-Literackie w Paryżu

### ABSTRACT

#### THE FRENCH SOCIALISTS AND THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC: FROM THE MUTUAL DISTRUST UNTIL THE END OF THE 70'S

The topic of the relations between the French Socialists and Poland from the end of World War II until the end of 1970s is relatively unknown. The French Socialist Left approached the Polish Communist Left with distrust, even downright aversion. A big disappointment for SFIO was the forced unification of Polish Socialists and Communists in 1948, because up to this point the French had counted on keeping their Polish Comrades in the Western orbit. When the Iron Curtain was dropped, the French Socialists could only observe from a distance the excesses of the Polish People's Republic government. From as early as 1950s on, the French Socialists created numerous doctrinal analyses concerning the perspectives of a possible "real socialist" reform. Interestingly, when the period of easing of the tensions in international relations (*Détente*) came, the right-wing French Socialists made an effort to improve the relations with Warsaw, which had been significantly enfeebled by the years of the Cold War.

**Key words:** Polish-French relations, Left in France, French Socialist Party, Polish United Workers' Party, Guy Mollet, Jules Moch, Charles Dumas, Robert Verdier, Polish incidents of 1956

**Słowa kluczowe:** stosunki polsko-francuskie, lewica francuska, francuska partia socjalistyczna, Polska Zjednoczona Partia Robotnicza, Guy Mollet, Jules Moch, Charles Dumas, Robert Verdier wydarzenia 1956 r.

Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la situation internationale amène les États d'Europe occidentale d'une part, et les États d'Europe centrale de l'autre, à poursuivre des voies diamétralement opposées. En France, pour des raisons essentiellement politiques, les socialistes suivent avec une attention toute particulière, mais aussi avec anxiété, le développement des relations entre les socialistes et les communistes polonais.

Avec le temps et selon les circonstances, l'attitude de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) va évoluer, mais le parti sera obligé de subir les événements qui vont s'imposer à lui.

Pour plus de clarté, il nous faut restreindre le sujet aux dates clefs : aux années 1945–1948 où l'on assiste à un divorce violent entre les socialistes français et les socialistes polonais qui vont finir par fusionner avec les communistes, et à l'année 1956 au cours de laquelle on voit apparaître les premiers signes d'un échec du système totalitaire à Varsovie. Au cours de ces années, deux hommes forts vont diriger la Pologne : Bolesław Bierut (1944–1956) et Władysław Gomułka (1956–1970). Il faudra attendre Edward Gierek (1970–1980) pour voir s'esquisser une période de détente, notamment sur le plan économique, mais avec les socialistes français dans l'opposition.

Bien entendu, il nous faut aussi parler des rapports entre les socialistes et l'ensemble des pays de l'Est, y compris Moscou. Mais également des rapports, en France, entre les socialistes et les communistes. On ne peut donc aborder les questions de politique extérieure sans toucher à la politique intérieure<sup>1</sup>.

## UN DIVORCE VIOLENT

Les années 1945–1948 sont marquées par la mise en place forcée d'un système dit « populaire » en Pologne et par le glissement progressif et inexorable du pays dans les bras de Moscou. Les socialistes français espèrent-ils voir évoluer le nouveau pouvoir vers la démocratie, au sens occidental du terme ?

Le général Charles de Gaulle fut le premier parmi les Occidentaux à reconnaître le gouvernement polonais de Lublin (le 29 juin 1945). À l'époque, on attend l'application des accords de Yalta signés le 11 février 1945, dont l'un des paragraphes du Communiqué final stipule la tenue d'« élections libres et sans contrainte » à la suite de l'élargissement du Comité de Lublin à des représentants du gouvernement en exil à Londres<sup>2</sup>.

Au début, la préoccupation principale des socialistes français est d'analyser les relations polono-soviétiques. Au cours de cette première période, un certain optimisme va prévaloir, même si les nouvelles en provenance de Varsovie sont inquiétantes.

Lors du Comité Directeur de la SFIO du 7 décembre 1945, Charles Dumas est chargé d'un rapport dans lequel il analyse les raisons de la main-mise soviétique sur

<sup>1</sup> Certains auteurs ont abordé la question des relations entre la France et la Pologne après 1945. Voir à ce propos : D. Jarosz, M. Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Lavauzelle Panazol 2005, 384 p. ; Z. Girzyński, *Polska-Francja, 1945-1950*, Mado, Toruń 2005, 283 p. Pour une vision polonaise des relations franco-soviétiques, voir : M. Mikołajczyk, *Polityka Francji wobec ZSRR w latach 1944-1955*, Instytut Historii UAM, Poznań 2004, 276 p.

<sup>2</sup> Voir le Communiqué final de la Conférence de Yalta sur le site : [mjp.univ-perp.fr/traites/1945yalta.htm](http://mjp.univ-perp.fr/traites/1945yalta.htm), à la date du 26 juillet 2015.

le pays, ce qui l'amène à tirer des conclusions sur l'avenir du Parti Socialiste frère. Dès le début, il estime qu'« il n'y a pas de solution pratique immédiate possible »<sup>3</sup>. Selon Charles Dumas, le problème polonais commence en septembre 1939 lors de la double agression de l'Allemagne et de l'URSS. Il estime que le coup de poignard des Soviétiques dans le dos de Varsovie leur a permis de faire un million de prisonniers, tous emmenés en Russie. Il insiste sur le double jeu pratiqué par Staline à l'égard de la Pologne pendant la guerre dans le but de reprendre les territoires perdus après la Première Guerre mondiale par la Russie tsariste.

L'analyse se poursuit par une critique du gouvernement polonais de Londres qui comporte, selon Charles Dumas, un certain nombre de réactionnaires. Il ajoute par ailleurs que lors de la conférence de San Francisco<sup>4</sup>, les participants ont appris l'enlèvement et l'emprisonnement à Moscou de seize personnalités polonaises issues de la Résistance : « ces faits avaient provoqué une grosse émotion à la conférence », constate-t-il<sup>5</sup>.

Par ailleurs, le rapporteur socialiste pense qu'en cas d'élections, on assisterait au triomphe du Parti Paysan car les ouvriers polonais sont anti-russes. Dans les autres domaines liés aux évolutions en cours au sein de la société, il cite pêle-mêle la police organisée sous l'égide des communistes, la réforme agraire mise en oeuvre mais inachevée, car les paysans ne possèdent pas les moyens de cultiver la terre, l'économie non dirigée selon Charles Dumas, les salaires insuffisants, la classe ouvrière dans un état misérable.

Le Comité Directeur de la SFIO entend également des jugements extrêmement troublants sur la mise en place à Varsovie des nouvelles structures du pouvoir politique : au sein de l'armée polonaise, « ses officiers au-dessus du grade de capitaine étaient russes ; c'est le gouvernement russe lui-même qui a donné la nationalité polonaise à des officiers russes. Les ministres polonais actuellement en exercice sont doublés, soit par des vice-ministres russes, soit par des communistes polonais », lit-on encore dans le compte rendu du 7 décembre 1945.

Charles Dumas estime que si les Anglo-Saxons agissent avec fermeté, les Russes céderont et stopperont leur infiltration du pays, car ils ne peuvent se passer des crédits américains. Il est persuadé aussi que la Pologne n'acceptera pas le régime qui voudra la dominer, et cite le mot de Jean Jaurès : « La Pologne a démontré que l'âme profonde d'un peuple n'a pas besoin d'une organisation matérielle pour subsister ». Au cours de la même réunion, Paul Rivet, de l'aile gauche, affirme que la politique impérialiste des Russes vis-à-vis de la Pologne n'existe désormais plus. Il déclare attendre leur revirement car ce sont des réalistes. Ils seront finalement obligés d'admettre la sécurité collective ainsi que la création d'un super-État international.

---

<sup>3</sup> Archives de la Fondation Jean Jaurès à Paris (AFJJ), Compte rendu des débats du Comité Directeur de la SFIO du 7 décembre 1945.

<sup>4</sup> Du 25 avril au 26 juin 1945.

<sup>5</sup> Deux des seize personnalités arrêtées à Moscou étaient socialistes : Kazimierz Pużak et Antoni Pajdak. Les socialistes français expriment alors leur émotion par une note de protestation et espèrent que la lumière sera faite par les trois Alliés (États-Unis, Grande-Bretagne et URSS).

En fait, dès 1945, les conceptions des partis socialistes français et polonais au sujet de l'avenir de leurs pays respectifs sont diamétralement opposées, d'où un dialogue de sourds inévitable.

En Pologne, le Parti Socialiste Polonais poursuit, obligé, une politique de « Front Unique » avec le parti communiste. L'idéologue du parti socialiste Julian Hochfeld estime le 30 juin 1947 lors du Conseil National de son parti que les buts du mouvement ouvrier en Europe n'ont aucune chance d'être réalisés en dehors de ce Front. Le mouvement socialiste ne peut rester « assis à cheval sur la barricade ». Du côté polonais, on assiste donc au rejet total de toute troisième force, contrairement à ce qui s'est passé en France après la guerre<sup>6</sup>. Hochfeld est très clair à ce sujet : le Front unique est une conception politique et non tactique. Les objectifs du mouvement ouvrier ne peuvent se réaliser en dehors de celui-ci. Toute rupture du Front frappe le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Guy Mollet, est vu, quant à lui, d'un très mauvais oeil. Le journal socialiste « *Przegląd Socjalistyczny* »<sup>7</sup> explique qu'il a été élu à son poste car il a accepté de supprimer le Comité d'entente avec le Parti Communiste Français et grâce à des révérences anti-communistes en direction de Léon Blum et des blumistes.

En France par contre, la SFIO ne souhaite nullement une expérience socialo-communiste. Comme le note Roger Quilliot, « la majorité des socialistes attendait, avant de faire confiance au PCF, qu'il ait donné des preuves de son esprit démocratique et de son indépendance à l'égard de Moscou »<sup>8</sup>. Et ce dès le début de 1946. Et en juin 1947, à la suite de la rupture du tripartisme en France, Léon Blum défend la position de la SFIO en estimant que : « Nous avons eu raison de nous refuser au système de l'alliance intime et de la fusion progressive : si nous l'avions pratiqué, les socialistes français auraient connu les mêmes difficultés et seraient aujourd'hui menacés des mêmes périls que les Partis Socialistes de l'Europe orientale »<sup>9</sup>.

L'évolution de la situation internationale va figer davantage les positions des divers acteurs politiques en France et en Pologne. En effet, les États-Unis et l'URSS vont, par leurs actes, provoquer la naissance de la Guerre froide en 1947, par l'instauration du Plan Marshall d'un côté, et la mise en place du Kominform de l'autre. Force est de constater que l'ombre de Staline plane sur une Europe de plus en plus divisée. Dès le début, le Plan Marshall provoque des débats idéologiques. Léon Blum pense qu'il faut être un « maniaque de l'optimisme »<sup>10</sup> pour croire que les divergences au sujet de ce Plan seront surmontées. De son côté, le quotidien de la SFIO « *Le Populaire* » exprime sa déception par rapport aux pressions imposées par Moscou en vue de ne pas faire participer les pays d'Europe centrale à la Conférence pour la Coopération Economique Européenne de Paris. « On sait », ajoute le journal en parlant de la Pologne, « que les dirigeants socialistes et communistes s'étaient montrés désireux

<sup>6</sup> L'expérience du tripartisme gouvernemental français prend fin le 4 mai 1947.

<sup>7</sup> Ce quotidien critique régulièrement les dirigeants de la SFIO.

<sup>8</sup> R. Quilliot, *La SFIO et l'exercice du pouvoir : 1944-1958*, Fayard Paris, 1972, p. 86.

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 270.

<sup>10</sup> *Ibidem*.

de venir à Paris »<sup>11</sup>. En juillet 1947, l'organe du parti publie une série d'articles de fond de Charles Dumas, dans lesquels il polémique avec l'URSS. Il constate un refus général de la part des pays de l'Est d'accepter le Plan Marshall. Ils l'expliquent en utilisant le même argument : « recevoir l'aide de l'Amérique dans le cadre d'une organisation européenne, c'est risquer de compromettre sa propre indépendance ». Or, souligne Charles Dumas, « les gouvernements de ces pays leurs sont imposés »<sup>12</sup>.

On ne peut donc accepter ce que déclare l'Agence TASS, à savoir que « les gouvernements de Pologne et de Yougoslavie accepteraient volontiers les crédits des États-Unis [...], mais ils aiment mieux avoir affaire à leurs créanciers sans passer par des intermédiaires ». Charles Dumas constate amèrement : « Ce n'est donc pas contre le \$ que l'URSS proteste, c'est contre toute organisation de l'Europe qu'elle ne dominerait pas elle-même [...]. Personne n'ignore que la Pologne frémissante, mais dominée, attendait avec angoisse l'autorisation... Mais il y avait la minorité communiste, minorité infime, et la grande majorité doit s'incliner. C'est ainsi que le PC comprend la démocratie partout où il est le maître »<sup>13</sup>.

En même temps, la mise en place par Staline du Kominform en septembre 1947, lors de la conférence de Szklarska Poręba, constitue une dure épreuve pour la SFIO. Léon Blum durcit le ton ; cette décision équivaut à une déclaration de guerre contre le socialisme démocratique. « Les résolutions de Varsovie sont une déclaration de guerre au socialisme de droite... Nous n'avons nulle intention, comme la plaintive Iphigénie, de tendre une tête innocente au fer communiste »<sup>14</sup>, lance-t-il. La SFIO publie alors une déclaration empreinte d'inquiétude suite à la subordination complète des partis communistes à la politique de l'URSS. Elle s'élève également contre une tactique qui implique la lutte ouverte contre les démocraties occidentales et l'acceptation de la fatalité du conflit. Elle refuse enfin la division du monde en deux blocs.

Quel était le but affiché par le Kominform ? La doctrine proclamée le 22 septembre 1947 par l'idéologue du régime stalinien Andreï Jdanov affirme de façon claire :

Deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et anti-démocratique qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie, et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. Parmi les moyens tactiques des impérialistes, une place particulière revient à l'utilisation de la politique de trahison des socialistes de droite du type Blum en France [...]. Ils ne sont en fait que les auxiliaires fidèles des impérialistes<sup>15</sup>.

Or, en septembre 1947, le Parti Socialiste Polonais n'avait pas encore fusionné avec le Parti Ouvrier Polonais (communiste) ; la fusion aura lieu seulement quinze mois plus tard, en décembre 1948. Toutefois, dès le 21 octobre 1947, le Parti

<sup>11</sup> « Le Populaire », 1947, 10 juillet.

<sup>12</sup> « Le Populaire », 1947, 11 juillet.

<sup>13</sup> Ibidem.

<sup>14</sup> R. Quilliot, op. cit., p. 270.

<sup>15</sup> Voir le texte entier du rapport d'Andreï Jdanov sur le site internet : [classiques.chez-alice.fr/staline/jdanov1.html](http://classiques.chez-alice.fr/staline/jdanov1.html), à la date du 26 juillet 2015.

Socialiste Polonais déclare que « l'analyse de la situation internationale, effectuée à la conférence des 9 partis communistes et ouvriers est, dans ses traits essentiels, exacte »<sup>16</sup>. Par conséquent, il acceptait de se solidariser entièrement avec les thèses du Parti Communiste Français. Dans les brochures du Parti Socialiste Polonais on fustige d'ailleurs les « directions droitistes » de la SFIO et des partis socialistes occidentaux qui succombent aux tentations de l'« *ofensywa dolarowa* » (« offensive du dollar »)<sup>17</sup>. Du côté de la SFIO, on se demande par contre si les Partis Socialistes de l'Europe centrale et orientale sont encore socialistes.

N'y a-t-il pas eu une erreur d'évaluation, mais surtout une certaine naïveté de la part de la SFIO pour ce qui concerne la Pologne? :

- La SFIO savait que les socialistes étaient plus nombreux que les communistes. Mais tous les postes-clefs du gouvernement étaient entre les mains des communistes (sauf la Présidence du conseil) ;
- Robert Verdier a séjourné en Pologne en mai 1947, non pas en tant qu'envoyé de la SFIO, mais comme invité de l'Ambassade de Pologne en France. Ses conclusions furent les suivantes<sup>18</sup> :
  - Sur l'atmosphère générale, il admet qu'on ne peut parler de régime démocratique, mais on n'y connaît pas de régime arbitraire de contrainte, quoique l'opposition y soit effectivement brimée. Le gouvernement justifie ces brimades par l'existence de bandes. Néanmoins, il a pu parler avec des membres de l'opposition au nouveau régime. En outre, il n'a pas vu de présence russe particulièrement importante.
  - Pour ce qui concerne les élections de janvier 1947, Robert Verdier estime qu'elles ont été sabotées ou entravées et quiconque ne peut constituer un parti politique ; par ailleurs, le vote ne fut secret qu'en théorie, car on décidait par un vote public dans les usines et dans les blocs d'habitation d'aller voter pour la liste du gouvernement. Il constate également que les autres partis, autres que le parti socialiste et le parti communiste, sont des partis fantômes créés par les communistes.
  - Robert Verdier s'entretient avec Jakub Berman, membre influent du PPR (Polska Partia Robotnicza, Parti Ouvrier Polonais). Ce dernier lui explique que le PPR et le Parti Communiste Polonais « ce n'est pas la même chose », que le PPR a abandonné l'idée d'une dictature du prolétariat, accepte en son sein les catholiques et s'abstient de toute propagande anti-cléricale... Il explique la prépondérance du PPR au gouvernement par la vitalité de ses militants.

---

<sup>16</sup> Déclaration faite lors de la réunion du Comité Central Exécutif du Parti Socialiste Polonais. L'un des arguments utilisé par les socialistes polonais contre tout accord avec les socialistes français est celui des bons rapports entretenus par les Français avec les sociaux-démocrates allemands. Or, les Polonais reprochent à la gauche démocratique allemande de ne pas reconnaître les nouvelles frontières occidentales de la Pologne.

<sup>17</sup> Voir la brochure *Kalendarz socjalny* publiée par le Parti Socialiste Polonais à Varsovie en 1948 (p. 36–39). La SFIO y est qualifiée de parti « opportuniste ».

<sup>18</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 21 mai 1947.

- Robert Verdier constate que le PPS souhaite maintenir son indépendance tout en poursuivant une unité d'action avec les communistes ; mais il paraît « assez prisonnier du PPR, notamment en ce qui concerne la politique extérieure ». À l'époque, des sujets de politique intérieure sont aussi exploités par le PPR et il est extrêmement difficile de s'en désolidariser : le partage des terres, les nationalisations, les territoires recouverts à l'Ouest du pays. De plus, la population semble lasse après la guerre et ne possède plus la force nécessaire pour pouvoir réagir contre le manque de démocratie. À la suite de diverses conversations eues à Varsovie, Robert Verdier arrive à la conclusion que le PPR serait très sensiblement diminué s'il existait un vrai régime démocratique ;
- Enfin, la SFIO sait également, grâce à un rapport qui lui parvient de Pologne en octobre 1947 que, à moyen terme, les socialistes seront obligés de rompre avec les socialistes occidentaux. Dès le mois de juin 1946, à la Conférence des Partis Socialistes de Clacton-on-Sea, un représentant du parti polonais avait affirmé : « Tôt ou tard, nous serons obligés de rompre avec la social-démocratie occidentale et entrer dans le Kominform. Ne vaut-il pas mieux le faire tout de suite et de notre propre gré? »<sup>19</sup>.

Or, à la suite de tous ces éléments ouvertement inquiétants pour les socialistes, le Comité Directeur de la SFIO adopte le 30 décembre 1947 une attitude encore empreinte d'optimisme. Il constate que « les camarades hongrois, tchèques et polonais désirent maintenir le Parti Socialiste dans son indépendance ». Il affirme également qu'il « existe dans le parti polonais une assez forte proportion de camarades qui paraissent résolus à ne pas se laisser manger par les communistes »<sup>20</sup>.

La SFIO croit-elle encore en un miracle? Le coup d'État communiste à Prague va anéantir tout espoir. Selon Roger Quilliot, « le choc est rude »<sup>21</sup> pour les socialistes, d'autant plus que Guy Mollet tente l'impossible dans la capitale tchécoslovaque, au même moment. De retour à Paris, le Secrétaire général de la SFIO exprime le 5 mars 1948 devant le Comité Directeur un sentiment ambigu « de stupeur et d'espoir »<sup>22</sup>. Quilliot relate l'atmosphère générale qui prévaut au sein de la SFIO en ces termes : « Stupeur devant la rapidité des événements et la maestria avec laquelle le coup d'État communiste a été mené ; stupeur aussi devant la fragilité du Parti Socialiste Tchèque. Et parallèlement espoir : car malgré tout, les socialistes tchèques restent optimistes ». Mais sur la base de ce que les socialistes français venaient de vivre, Robert Verdier estime désormais que « nos camarades roumains et polonais nous ont tenu le même langage... et que le parti socialiste a disparu partout où la collaboration a été poussée avec le communisme »<sup>23</sup>. Toutefois, le Comité Directeur écarte la reconnaissance des partis socialistes émigrés, acte qui aurait définitivement figé l'Europe en deux blocs antagonistes.

<sup>19</sup> Cette problématique a été exposée lors du Comité Directeur de la SFIO dès le 19 juin 1946.

<sup>20</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 30 décembre 1947.

<sup>21</sup> R. Quilliot, *op. cit.*, p. 298.

<sup>22</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 5 mars 1948.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

Désormais, au sein de la SFIO, on est convaincu qu'un triomphe communiste en France entraînerait la liquidation juridique et physique des socialistes. Le parti procède d'ailleurs à l'éloignement d'hommes favorables à la collaboration avec le PCF (par exemple Paul Rivet).

Dans ce contexte de guerre froide, l'accord culturel bilatéral franco-polonais signé le 20 février 1947 par Georges Bidault et Marcel-Edmond Naegelen ne sera pratiquement jamais appliqué. À la suite de l'ouverture d'instituts français à Varsovie, Cracovie et Poznań, ces mêmes instituts seront très vite arbitrairement fermés.

À cela il faut ajouter que le Ministre de l'Intérieur Jules Salvador Moch eut maille à partir avec l'agitation communiste à travers tout le pays. Le 13 décembre 1949, lors d'une discussion longue et tendue à l'Assemblée nationale, le député de l'Action républicaine et sociale Edmond Barrachin pose la question suivante : « Est-il exact que des Polonais ont joué un rôle actif dans certaines régions de France, au moment des grèves de 1947, dans le Nord et la Loire notamment, et qu'ils poussent très loin leur réseau dans le territoire français? »<sup>24</sup>. Le ministre confirme qu'une « 5<sup>e</sup> colonne destinée à briser nos institutions » a effectivement été constituée ; il en apporte la preuve en signalant l'existence de tracts de l'organisation *Organizacja Pomocy Ojczyźnie* (« Aide à la Patrie Polonaise », proprement : Organisation d'Aide à la Patrie) à Strasbourg, Lille, Marseille, Saint-Étienne et au Creusot. Il cite la traduction de l'un de ces tracts : « Toute non-immixtion dans la politique française signifie un affaiblissement de notre camp et le renforcement du camp ennemi ».

Jules Moch ajoute qu'« aucun gouvernement ne saurait tolérer sur son territoire l'existence d'organisations clandestines entretenant des 'permanents' chargés de recruter des hommes d'action destinés à lutter contre les institutions de la République ou à les renverser. Aucun gouvernement ne saurait assister en spectateur à l'organisation d'une 5<sup>e</sup> colonne et à des tentatives de mise au pas d'une colonie »<sup>25</sup> (polonaise en l'occurrence).

On se trouve donc à un tournant dans les relations franco-polonaises, et la rigidité d'un ministre SFIO à l'égard de la Pologne communiste est significative du niveau atteint dans la dégradation des liens.

## 1956 : LES PRÉMICES DE L'ÉCHEC D'UN SYSTÈME

Après la mort de Staline, le monde communiste entre dans une nouvelle phase de turbulences. Sans doute, du côté des socialistes français, perçoit-on finalement une acceptation de la situation politique voulue par le dictateur soviétique. Il s'agit désormais de se positionner, de définir une approche nouvelle. Il faut, d'un côté, décider de l'intensité des relations à avoir avec les régimes communistes de l'Est en

<sup>24</sup> « Journal Officiel de la République Française », Débats parlementaires – Assemblée Nationale, 1949, 14 décembre, n° 110, Relations avec la Pologne, p. 6774–6785.

<sup>25</sup> Ibidem.



général. D'un autre côté, dans les cas spécifiques de la Pologne et de la Hongrie, il s'agit d'élaborer une attitude critique vis-à-vis de la construction du socialisme dans ces pays.

En octobre 1954, les socialistes français décident d'interdire à tout parlementaire socialiste de participer au Comité parlementaire d'accueil franco-polonais, ou à tout autre organisme de ce genre<sup>26</sup>. De plus, à la suite de la répression des émeutes de Poznań en juin 1956, la SFIO adopte une attitude ferme sur la question des voyages des membres du parti vers l'Est européen. La décision est prise à deux niveaux :

- vis-à-vis des membres du parti, le Bureau de la SFIO leur demande le 3 octobre 1956 de refuser toute invitation faite par des organisations communistes ou para-communistes. De leur côté, les militants doivent consulter le Secrétariat Général avant de s'engager. En outre, ils ne peuvent faire de déclarations sur place, orales ou écrites. Ils sont enfin invités, dès leur retour, à établir un rapport réservé au parti ;
- vis-à-vis des parlementaires socialistes, le Comité Directeur peaufine son attitude et explique les raisons pour lesquelles les délégations doivent s'abstenir de partir dans les pays situés « au delà du rideau de fer »<sup>27</sup> :
  - l'URSS et les PC veulent diviser les socialistes en choisissant leurs invités et en leur soutirant des déclarations ;
  - ils veulent tromper les naïfs en ne leur montrant que ce qui est à voir ;
  - ils aspirent à créer la confusion entre « nos institutions et les leurs » ;
  - ils veulent tuer l'espoir de tous ceux qui souffrent dans le pays [...] auquel on rend visite.

Toutefois, la SFIO aux socialistes français de partir s'ils bénéficient d'une liberté totale dans la définition du programme et s'ils peuvent choisir leurs interprètes.

Pourtant, avec les premiers frémissements liés à la déstalinisation, un timide espoir dans l'amélioration des relations entre les socialistes français et la Pologne officielle était apparu. Fin mars 1956, le journal « Express Wieczorny » publie pour la première fois une interview avec un haut dirigeant socialiste français, le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau. Il s'agit d'une réponse à un questionnaire qui lui a été préalablement soumis. Il lui est adressé à la suite de ses déclarations de politique internationale ; il y avait notamment prôné la coexistence et un rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Le ministre répond aux Polonais et confirme son point de vue. Il énumère les domaines dans lesquels ce rapprochement pourrait avoir lieu : dans les échanges économiques et culturels et dans la recherche commune de moyens pour assurer un désarmement général réel et contrôlé. Christian Pineau ajoute : « Si différents que soient aujourd'hui nos régimes politiques, nous pouvons trouver un terrain d'entente dans le respect de la personnalité des deux nations »<sup>28</sup>. Il souhaite par ailleurs que la langue et la culture françaises puissent bénéficier en Pologne d'un

<sup>26</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 6 octobre 1954.

<sup>27</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 22 mai 1957.

<sup>28</sup> « Express Wieczorny », 1956, 30 mars. L'interview paraît dans « Le Monde » du 1er avril 1956 sous le titre : *La France désire entretenir les meilleurs rapports avec la Pologne, affirme M. Pineau dans une interview.*

traitement équivalent à celui que possède la langue polonaise en France. Il espère enfin que la Pologne pourra agir dans un esprit de bonne volonté politique, tout en soulignant l'importance que revêt à ses yeux le développement des relations bilatérales, dans un cadre de liberté, de libre circulation des idées et des hommes. Cette interview, extrêmement importante, paraît avant le voyage du Président du Conseil Guy Mollet et de Christian Pineau à Moscou du 15 au 20 mai 1956, mais sans l'autorisation du Comité Central du Parti Ouvrier Unifié Polonais (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*). Par contre, elle provoque une réaction positive de la part des lecteurs polonais. Le même journal publie en effet une lettre demandant qu'on invite le ministre français à Varsovie ; celle-ci fut violemment critiquée par les services du Comité Central du parti polonais<sup>29</sup>.

Or trois mois après l'interview surprise, Poznań se révolte et l'espoir est de nouveau brisé. Les socialistes français réagissent fermement aux événements.

Lors de son 48<sup>e</sup> Congrès National tenu à Lille entre le 28 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 1956, une motion de la SFIO adoptée à l'unanimité, est adressée « aux travailleurs polonais en lutte ». Elle exprime son salut fraternel et sa solidarité totale « avec les familles des ouvriers polonais couchés sur le pavé de Poznań ».

Parallèlement, « Le Populaire » publie des articles violemment anti-communistes et anti-soviétiques. La SFIO se trouve dans l'obligation de polémiquer avec le PCF car le parti de Maurice Thorez estime que la révolte polonaise a été fomentée par les ennemis du peuple, aidés des « groupes de choc de Foster Dulles ». « Le Populaire » réplique en ces termes : « Nous démasquerons sans relâche l'odieuse hypocrisie de la presse communiste française, plus stalinienne que jamais »<sup>30</sup>. D'autres articles soulignent la misère des ouvriers polonais ou le fossé qui sépare le gouvernement de la population. On apprend aussi que le système communiste pourrit de l'intérieur ; il s'agit uniquement d'un triomphe provisoire du pouvoir grâce aux tanks, selon Jean Malara<sup>31</sup>.

En septembre 1956, lors des procès de Poznań à l'encontre des ouvriers arrêtés lors des émeutes de juin, la SFIO tente d'envoyer l'avocat Jean-Jacques Marzorati en Pologne. Mais l'ambassade lui refuse le visa d'entrée. « Le Populaire » publie tout de même un compte rendu quotidien des débats devant les tribunaux.

Avec la révolution hongroise de l'automne 1956, les prises de position de la SFIO concerneront aussi bien la Pologne que la Hongrie. Ainsi, le 24 octobre 1956, le Comité Directeur de la SFIO publie un communiqué accepté à l'unanimité :

---

<sup>29</sup> G. Mond, *La Presse polonaise et celle des démocraties populaires*, thèse de doctorat, dir. A. Grosser, Institut d'Études politiques Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1963, p. 251. L'auteur fut Secrétaire général de l'Association des Journalistes Polonais en 1956–1957, après l'arrivée de Władysław Gomułka au pouvoir.

<sup>30</sup> J. Delatour, *L'Ordre règne à Poznań*, « Le Populaire », 1956, 7–8 juillet.

<sup>31</sup> Pseudonyme du socialiste polonais Lucjan Krawiec vivant à Paris. Auteur, avec Lucienne Rey, du livre : J. Malara, L. Rey, *La Pologne d'une occupation à l'autre (1944–1952)*, Éditions du Fuseau Paris 1952, 371 p.

- le parti se démarque du PCF, qui « persiste dans les criminelles erreurs dont il s'est rendu coupable en tant que complice de Staline »<sup>32</sup> ;
- il distingue la direction du PCF et les « démocrates et travailleurs français » qui subissent les mensonges du PCF ;
- la SFIO se place résolument du côté du monde libre et utilise des termes destinés à frapper les esprits : « événements tragiques », « geste audacieux de Poznań », « tyrannie bureaucratique et policière imposée » ;
- il s'agit enfin, pour des raisons de politique intérieure, d'opposer les traditions démocratiques de la SFIO à celles, anti-démocratiques du PCF (on renverse délibérément la phrase de Jdanov de 1947).

« Le Populaire », de son côté, met l'accent sur l'irrespect de l'indépendance nationale de la part de Nikita Khrouchtchev (on y parle même de « colonialisme soviétique » le 21 novembre 1956). Les évolutions en cours en Pologne et en Hongrie provoquent tout de même une certaine confiance dans l'avenir. Le 23 octobre, le quotidien estime qu'on assiste au « commencement de la fin » du système établi par Staline et que « Gomulka ne consentira jamais à donner à l'amitié et à l'alliance avec le Kremlin un sens de subordination et de servilité ». Le 25 novembre 1956, Pierre Commin s'interroge sur la tactique à adopter : « Existe-t-il une forme de transition du communisme totalitaire à une organisation du mouvement ouvrier sur des bases démocratiques? »<sup>33</sup>. Il espère que les pays de l'Est vont pouvoir maintenir une certaine forme politique accordant des garanties à l'URSS, tout en concevant en même temps un retrait des troupes soviétiques (Budapest venait d'être envahie par les tanks de l'Armée rouge). Il note toutefois qu'une révolte menant à un processus de démocratisation interne risque de provoquer une demande générale de dérusification.

Pierre Commin se demande si Nikita Khrouchtchev ne s'est pas fait piéger par sa propre idéologie. Lors du voyage du Président du Conseil Guy Mollet et du Ministre des Affaires étrangères Christian Pineau en URSS quelques mois avant les événements de Pologne et de Hongrie, le Premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique leur déclare en effet qu'« il n'y avait pas d'exemple où le peuple puisse être en désaccord avec son gouvernement et son PC » et ajoute : « Le droit de grève, dans un régime communiste, est impensable, car le gouvernement et le PC sont au service de cette classe ouvrière et que toujours ils répondent à ses aspirations ». Le travail des socialistes français doit donc consister, selon Pierre Commin, à dévoiler les contre-vérités propagées par les dirigeants communistes eux-mêmes.

Les interrogations sur les événements de Pologne et de Hongrie vont interpellier les responsables socialistes français pendant longtemps. Marceau Pivert constate : « Le fait même qu'il existe deux solutions différentes pour la même situation – celle de Varsovie et celle de Budapest – confirme l'analyse que nous avons esquissée

<sup>32</sup> AFJJ, Comité Directeur de la SFIO du 24 octobre 1956.

<sup>33</sup> Conférence organisée à Paris par Pierre Commin sur le thème : *Le Socialisme et la démocratie occidentale devant le mouvement ouvrier dans les pays de l'Est européen*.

antérieurement : celle de l'existence, parmi les dirigeants russes, de tendances correspondant aux contradictions internes du régime actuel »<sup>34</sup>.

## LA DÉTENTE : JUSQU'OU ?

Dans les années 60, avec les socialistes dans l'opposition, on voit s'esquisser une évolution de la doctrine à l'égard des pays de l'Est, donc de la Pologne. Elaborée par Marcel Livian, elle tient en trois points : instauration d'un dialogue public SFIO – PCF, envoi de plus de personnes possibles dans les pays de l'Est afin d'obtenir le plus grand nombre de rapports sur leur situation intérieure, exposition sur place de la position des socialistes. En même temps, l'Internationale Socialiste, réunie à Oslo du 2 au 4 juin 1962, critique la politique menée par l'URSS à l'égard des États d'Europe centrale et orientale. Après avoir rappelé la «ruthless exploitation» de ces pays dans les années 50, la Conférence du Conseil de l'IS souligne que, malgré les soulèvements à Berlin-Est, à Varsovie et à Budapest, « however, the Soviet Union strives to retain political control over the countries of Eastern Europe. The ban on the activities of the Socialist parties in these countries has continued, though their ideals and traditions have been kept alive in the minds and hearts of countless supporters ». La conclusion est sans appel : « For Communists, the end justifies the means, and there is a permanent contradiction between what they say and do »<sup>35</sup>.

Les nouveaux événements de décembre 1970 (émeutes et démission forcée de Władysław Gomułka) voient le retour des socialistes à des critiques plus classiques: le Comité Directeur du Parti Socialiste (PS)<sup>36</sup> estime le 19 décembre que les dirigeants polonais se sont enlisés depuis 1956 dans la bureaucratie et dans une politique hostile à la liberté d'expression des travailleurs. De son côté, Claude Fuzier<sup>37</sup> pense que la preuve est apportée, une fois de plus, que le régime communiste ne peut compter sur une adhésion profonde d'une bonne partie de la population.

La nouvelle période d'intense collaboration franco-polonaise qui s'instaure dans les années 70 sous les présidences de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ne sera pas critiquée par les socialistes. Bien au contraire :

---

<sup>34</sup> *Pologne, Hongrie et Russie : essai d'interprétation socialiste*, « La Revue Socialiste » 1957, février, n° 104.

<sup>35</sup> Déclaration de la Conférence du Conseil de l'Internationale Socialiste adoptée à Oslo les 2–4 juin 1962. Les citations font partie du passage intitulé *Socialism and the communist countries*. Voir la page internet : [www.internationalesocialiste.org](http://www.internationalesocialiste.org).

<sup>36</sup> La SFIO se transforme officiellement en Parti Socialiste lors du Congrès d'Issy-les-Moulineaux (les 11–13 juillet 1969).

<sup>37</sup> «L'Ordre règne à Varsovie», « Bulletin Socialiste », 1970, 19 décembre, n° 164.

- le Bureau Exécutif du PS se félicite de la visite en France, le 2 octobre 1972, d'Edward Gierek<sup>38</sup> reçu par Georges Pompidou. Pour le parti, trois éléments sont positifs :
  - le développement des relations entre la France et les pays de l'Est ;
  - les échanges en hausse qui contribuent à la paix et à la détente internationale ;
  - la libéralisation des institutions politiques et la démocratisation de la vie économique en Pologne ne peuvent en être que favorisées<sup>39</sup>.
- Pierre Bérégovoy et Robert Pontillon se rendent en Pologne en juin 1974. Ils définissent comme très bonnes les relations bilatérales entre les deux pays, depuis – ils le reconnaissent ;
- le voyage du général de Gaulle en Pologne en 1967. Pierre Bérégovoy se demande par ailleurs quelles démarches peuvent encore être entreprises, au cas où les socialistes gagneraient les élections en France :
  - continuer et élargir cette politique dans un cadre juridique et financier qu'il estime être bon ;
  - acheter plus de charbon contre des produits sidérurgiques ;
  - lier une politique d'assistance technique en fonction des plans respectifs.

Toutefois, lors d'une nouvelle visite en France d'Edward Gierek, numéro un polonais, du 12 au 14 septembre 1977, accueilli cette fois par Valéry Giscard d'Estaing, le journal «Tribune Socialiste »<sup>40</sup> pose la question des limites de cette coopération franco-polonaise, à cause de l'endettement croissant de la Pologne vis-à-vis des États occidentaux et de la crise économique dans ces mêmes pays occidentaux.

La donne va complètement changer à partir de 1980 avec la naissance du premier syndicat ouvrier indépendant « Solidarność » – dans un État de l'Europe centrale gouverné par un parti qui se définit comme ouvrier. Le Parti Socialiste français va développer une politique extrêmement intéressante à l'égard de la Pologne. En même temps, des changements importants s'annoncent en France même ; le 10 mai 1981, les élections présidentielles vont porter au pouvoir le Premier Secrétaire du Parti Socialiste, François Mitterrand.

Une nouvelle ère va dès lors s'ouvrir dans les relations entre la France et la Pologne ; elles vont être particulièrement tendues, mais fort intéressantes, à la suite de l'arrivée au pouvoir à Varsovie du général Wojciech Jaruzelski le 13 décembre 1981. De plus, les analyses idéologiques sur les chances de construction d'un socialisme à visage humain vont se multiplier au sein du PS français. Au même moment, l'épreuve du pouvoir va mettre à dure épreuve la coalition gouvernementale française au sein de laquelle des socialistes et des communistes sont amenés à cohabiter. Mais il s'agit d'une autre histoire...

---

<sup>38</sup> Edward Gierek avait été expulsé de France en 1934 pour activité communiste. Il s'agit de la première visite d'un haut dirigeant polonais en France depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

<sup>39</sup> AFJJ, Bureau Exécutif du Parti Socialiste du 2 octobre 1972.

<sup>40</sup> *Gierek à Giscard : dites à Carter de mettre un bémol sur les droits de l'homme...*, « Tribune Socialiste », 1977 du 15 septembre.

## BIBLIOGRAPHIE

- Archives de la Fondation Jean Jaurès à Paris :  
 Bureau Exécutif du Parti Socialiste, Compte rendu des débats ; Comité Directeur de la SFIO, Compte rendu des débats
- « Bulletin Socialiste » 1970, 19 décembre, n° 164, , Paris.
- Delatour J., *L'Ordre règne à Poznań*, « Le Populaire », 1956, 7–8 juillet.
- « Express Wieczorny », 1956, 30 mars (*Interview avec le ministre français des Affaires étrangères François Pineau*).
- Gierek à Giscard : Dites à Carter de mettre un des 7–8 juillet bémol sur les droits de l'homme...*, « Tribune Socialiste » 1977, 15 septembre.
- Girzyński Z., *Polska–Francja, 1945–1950*, Mado, Toruń 2005.
- Jarosz D., Pasztor M., *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Lavauzelle, Panazol 2005.
- « Journal Officiel de la République Française », Débats parlementaires – Assemblée Nationale, Paris, 1949, 14 décembre, n° 110, Relations avec la Pologne.
- Kalendarz socjalny*, Warszawa 1948.
- « La Revue Socialiste » 1957 Paris, Février n° 104.
- « Le Monde », 1956, 1<sup>er</sup> avril.
- « Le Populaire », 1947, 10 juillet ; 1947, 11 juillet ; 1956 7–8 juillet.
- L'Ordre règne à Varsovie*, « Bulletin Socialiste » 1970, 19 décembre, n° 164.
- Malara J., Rey L., *La Pologne d'une occupation à l'autre (1944–1952)*, Éditions du Fuseau, Paris 1952.
- Mikołajczyk M., *Polityka Francji wobec ZSRR w latach 1944–1955*, Instytut Historii UAM, Poznań 2004.
- Mond G., *La Presse polonaise et celle des démocraties populaires*, thèse de doctorat, dir. A. Grosser, Institut d'Études politiques, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1963, 2 vol.
- Pologne, Hongrie et Russie : essai d'interprétation socialiste*, « La Revue Socialiste » 1957, février, n° 104.
- Quilliot R., *La SFIO et l'exercice du pouvoir : 1944–1958*, Fayard, Paris 1972.
- « Tribune Socialiste » 1977, 15 septembre, Paris.